



Service de presse  
☎ : 01 48 18 84 70  
Fax : 01 48 57 15 20

## Déclaration de la Cgt

### **Le Premier ministre n'a rien entendu : il faut élargir les mobilisations et réussir de puissantes manifestations les 16 et 18 mars**

La puissance de la mobilisation, sa montée croissante, les convergences réalisées entre jeunes et salariés, ont contraint le Premier ministre à s'exprimer sur TF1 le 12 mars.

Ce qu'exigent étudiants, lycéens, salariés, tous syndicats unis, et une grande majorité de la population, c'est l'abandon pur et simple d'une mesure qui institue la possibilité pour les employeurs de licencier les salariés sans avoir à en préciser le motif.

Le Premier ministre ne répond pas à ces exigences. Il tente seulement de les contourner en annonçant de pseudo garanties qui visent plus à accompagner le chômage qu'à stabiliser l'emploi.

Dans la continuité de sa méthode à la hussarde, le Premier ministre a affirmé le 12 mars que le "dispositif sera appliqué". Il dit vouloir engager des négociations mais seulement pour accompagner son CPE.

Il dit souhaiter dialoguer sur la précarité du travail dans le même temps où il institue unilatéralement une mesure d'extension de la précarité. Il prétend être à l'écoute mais envoie les forces de police contre les jeunes.

Pour la Cgt, le retrait du CPE n'est pas négociable. Le gouvernement doit annoncer celui-ci sans délai faute de créer de nouvelles et importantes mobilisations dans tout le pays.

La Cgt met tout en oeuvre pour réussir les manifestations décidées pour cette semaine : le 16 mars à l'initiative des étudiants et lycéens et le 18 mars avec l'ensemble des organisations syndicales, étudiantes, lycéennes et de salariés.

Tous ensemble, jeunes et familles, salariés, retraités et chômeurs, nous obtiendrons le retrait du CPE, du CNE et plus généralement une grande négociation sociale pour faire reculer la précarité du travail et obtenir une sécurité sociale professionnelle.

Montreuil, le 13 mars 2006